

pris fin, nous espérons qu'il sera possible d'ouvrir des routes d'approvisionnement. En outre, nous avons demandé au haut commissaire canadien à Lagos de réitérer au gouvernement du Nigéria notre intention de mettre sur pied sans délai une opération de larguage si c'est là le seul moyen de livrer rapidement à des régions par ailleurs inaccessibles des quantités assez considérables de vivres.

Comme il a été annoncé vendredi, le gouvernement canadien participe aux opérations de ravitaillement et de secours en contribuant \$500,000 à la Croix-Rouge nigériane, \$50,000 à la Commission de réhabilitation du Nigéria et \$250,000 au Comité international de la Croix-Rouge. Le gouvernement prend des mesures immédiates pour remettre ces fonds à qui de droit et recherche les moyens d'utiliser à bon escient des sommes supplémentaires. Nous nous proposons de fournir les avions d'un pont aérien au moment opportun. Les appareils Hercule des forces armées canadiennes se tiennent, à cette fin, en instance de départ. Ces mesures nécessaires ne sont que provisoires, car, en fin de compte, le gros du ravitaillement devra emprunter les transports en surface.

Dans le but d'aider notre haut-commissariat à s'acquitter de sa tâche considérablement accrue et à répondre aux besoins particuliers auxquels il aura à faire face, nous dépêchons à Lagos un petit groupe d'experts spécialisés dans les questions d'aide, de transport et dans d'autres domaines.

Je suis sûr que tous les députés reconnaîtront avec moi que nous ne devons ménager aucun effort, de concert avec les autres pays intéressés, en vue d'assurer que le tragique conflit au Nigéria ne soit pas suivi d'une famine désastreuse et de souffrances inutiles.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ce n'est certainement pas le temps de récriminer contre la ligne de conduite adoptée par le gouvernement dans cette situation vraiment tragique. Nous devons dire, cependant, que la maladresse et l'inefficacité jusqu'ici du gouvernement dans ce différend entre le Nigéria et le Biafra suscitent un certain malaise chez tous les Canadiens qui se préoccupent de ce qui peut maintenant survenir. La guerre a été dure et sanglante et risque de laisser des sentiments de rancœur qui ne disparaîtront que grâce à des accords appropriés, du moins, c'est ce qu'il faut espérer. En outre, les Biafrais ont vraiment craint le génocide; ils ne sont pas les seuls, car Sa Sainteté le pape et

[L'hon. M. Sharp.]

bien d'autres ont exprimé leurs craintes au sujet d'un génocide éventuel, soit par la famine soit par d'autres moyens plus brutaux.

Le gouvernement du Canada propose maintenant de nouveaux observateurs militaires, mais le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) n'a pas indiqué jusqu'à quel point le Canada insiste là-dessus. Il n'a pas indiqué non plus dans quelle mesure cette proposition du gouvernement est acceptable, ni où en est la question. Il n'est pas seulement très important d'augmenter le nombre des observateurs, mais ils doivent être libres de se déplacer. Il ne suffit pas qu'ils aient le droit en principe de se rendre dans les diverses parties du pays; ils doivent aussi avoir les moyens de s'y rendre. Un nombre effrayant de vies ont été perdues, monsieur l'Orateur, et nous devons y aller de tous nos efforts pour prévenir toute nouvelle perte de vie.

De notre côté, nous sommes aussi heureux que le gouvernement de voir que la Grande-Bretagne, les États-Unis, la France et d'autres pays veuillent participer à un effort collectif de secours, mais les mesures doivent être considérées dans leur ensemble. Notre gouvernement ne doit pas seulement offrir des observateurs, mais veiller à ce qu'une fois sur place cette équipe nous renseigne sur la situation. En outre, les secours nécessaires devraient être à portée de la main.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) a dit que beaucoup de fournitures se trouvaient à proximité. Peut-il nous assurer que les fournitures requises sur-le-champ sont disponibles? Par exemple, faudrait-il immédiatement plus de camions pour amener les secours aux diverses régions du pays? Le gouvernement utilise-t-il des Hercules et veille-t-il à ce que des camions se trouvent pour ainsi dire aux premières lignes, afin d'être disponibles au moment voulu?

Je suis d'accord avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures quant à l'importance de la coordination. Elle joue manifestement un rôle vital car sans elle les projets d'aide pourraient engendrer la confusion. Le ministre dit que le Canada a fait une proposition. Quelle réponse le gouvernement canadien a-t-il reçue? Le temps presse. On ne peut se permettre de longs entretiens avec le gouvernement du Nigéria et avec ses émissaires qui se rendent à Lagos. Il ne faut pas que se reproduisent les retards du passé. La diligence et la fermeté s'imposent.

Nous voulons plus qu'une simple déclaration générale d'intentions. Nous voulons savoir ce qui se passe. Il nous faut envoyer là